

DISCOURS de M. Raphaël SCHELLENBERGER
Député du Haut-Rhin et Conseiller d'Alsace

à l'occasion de sa cérémonie de Voeux
le Samedi 24 janvier 2026 - Salle Sainte Odile - Vieux-Thann

Seule la version prononcée fait foi.

Zan, Zendegi, Âzâdi
Femme, Vie, Liberté

A toutes les femmes d'Iran.
A toutes ces filles,
à toutes ces mères,
à tous ceux qui les ont soutenus.

A tous ceux qui ont contourné le drapeau américain peint sur le sol à l'entrée de l'Université de Téhéran plutôt que de le piétiner. A tous ceux qui, au quotidien, ne baissent jamais la garde, ne cessent jamais la lutte pour la dignité humaine.

Zan, Zendegi, Âzâdi

Depuis septembre 2022, ce slogan s'est diffusé dans le monde portant la révolte d'un peuple. Celui d'Iran, ce grand peuple Perse, séculaire, dont la mise à mort de Mahsa Amini a réveillé une soif de liberté qui, quand elle naît, ne peut plus être contenue.

Depuis, régulièrement, dans les rues d'Iran un autre slogan était scandé. Lancé au hasard d'une ruelle, répété à travers la ville, rebondissant sur un balcon, puis tu. Cet écho régulier qui rappelle, inlassablement, que le combat ne cesse jamais :

Marg bar Khâmene'i
Mort à Kamenei

Il paraît qu'en 2026, on a du mal, en France, à trouver du sens. Tournons nos regards vers ce peuple d'Iran. Tournons nos regards sur ce courageux peuple d'Iran.

Pour eux, nous nous devons d'être la France. La France, cette référence, ce cap qui, partout à travers le monde, doit incarner une espérance.

Nous sommes la France, nous sommes le peuple des lumières, nous n'avons pas le droit de nous habituer à l'inacceptable.

Nous n'avons pas le droit de regarder ailleurs quand une femme est battue pour une mèche de cheveux, quand un peuple est écrasé pour une idée, quand la liberté est piétinée parce qu'elle dérange.

Nous sommes la France : une nation qui doute parfois, mais qui sait, au fond, que la dignité humaine n'est pas négociable.

Et si le monde vacille, alors notre devoir est simple : tenir debout.
Tenir nos valeurs. Tenir notre parole. Tenir notre cap.

Pour tous ceux qui se battent pour la liberté et la dignité, la France est un phare. Plus la nuit est sombre, plus il doit briller fort. C'est là, notre responsabilité.

Cette année, pour accompagner mes vœux, j'ai choisi une citation d'André Malraux. "Etre roi est idiot : ce qui compte c'est de faire un royaume". Dans "La voie Royale", Malraux y décrit cette tâche difficile, toujours mise à l'épreuve de cette ambition. Mais l'épreuve du réel ne doit pas faire oublier le sens de l'idéal. C'est un message d'espérance qui doit conduire notre action aujourd'hui face à une situation du monde, de la France et de l'Alsace dont je comprends bien, qu'elles nous font parfois douter de ces raisons d'espérer.

La situation intérieure de l'Iran ne peut d'ailleurs pas être lue sans compréhension des équilibres géopolitiques mondiaux. Car l'Iran, pendant des décennies s'est transformée en base arrière pour la Chine ou pour la Russie.

Ces puissances n'ont jamais réellement caché leurs intentions, mais depuis quelques mois, l'impérialisme débridé de Donald Trump formule une forme d'autorisation à agir implicite.

Mais n'oublions pas une chose. Son interventionnisme international naît aujourd'hui, d'abord, de l'échec de sa politique économique intérieure. L'augmentation massive des droits de douane pèse d'abord sur les consommateurs américains qui remettent de plus en plus en cause ses choix politiques. Il leur répond avec la mise en danger du monde, construisant un écran de fumée pour masquer les échecs de ses choix économiques.

Que cette situation serve d'exemple également pour éclairer les débats futurs en France. Se refermer sur nous même, confondre souveraineté et repli sur soi, ne produit aucun résultat positif. Se fermer aux autres, stopper les échanges, taxer ; tout cela n'a qu'un seul effet : détruire de la valeur.

Oui, nous avons fait de nombreuses erreurs en matière d'abandon de notre souveraineté, mais il ne faut jamais oublier que ce sont bien les échanges qui sont au coeur de la création de richesse et de façon très concrète de l'accroissement continu et ininterrompu de notre niveau de vie ces 6 dernières décennies.

Face à l'instabilité mondiale, la première urgence est d'être sûr de qui nous sommes, de ce que nous défendons, de l'héritage que nous portons.

Je ne cesserai de le répéter, réviser l'histoire ne changera rien à l'universalisme de notre pensée. Oui, de notre point de vue, tous les régimes politiques ne se valent pas. Oui, de notre point de vue tous les comportements ne sont pas acceptables.

La dignité des humains, l'égalité entre les hommes et les femmes, la liberté de penser, la liberté de s'exprimer, la liberté d'entreprendre, la propriété et le respect de notre planète ne sont pas négociables !

Le premier endroit où ils ne sont pas négociables, c'est en France. Aucune excuse, aucune histoire personnelle, aucun sentiment collectif de culpabilité entretenu par les relativistes ne peut justifier qu'on entrave ces principes.

Oui, nous défendons bec et ongle la laïcité c'est-à-dire la liberté de croire ou de ne pas croire.

Non, aucune pratique cultuelle en France ne saurait couvrir des actes de soumissions des femmes ou des restrictions de la liberté d'expression !

Cela est vrai en France. Cela est vrai aussi pour ce que nous défendons dans le monde.

Cette identité française, ce qu'elle représente pour les peuples opprimés dérange. Alors nous sommes, la cible de nombreuses attaques, bien plus que notre poids économique et démographique ne le laisse imaginer.

A ce moment, je veux avoir une pensée particulière pour tous nos soldats. Parmi eux, je veux citer les marsouins du Régiment de Marche du Tchad de Meyenheim. 400 d'entre eux partiront, dans quelques jours, en Roumanie.

La Roumanie, c'est l'Union européenne. La Roumanie, c'est aussi la frontière de l'Union avec l'Ukraine, en guerre depuis presque 4 ans contre l'impérialisme de Vladimir Poutine. C'est bien à nos portes, à notre frontière, que se déroule la guerre la plus armée depuis la fin de la 2nd Guerre mondiale. Le retour d'un conflit dit de haute intensité, où les soldats se font face dans des tranchées presque comme au sommet du Hartmannswillerkopf il y a 110 ans.

On ne peut pas détourner le regard de cette guerre et considérer qu'elle n'est pas la nôtre. Personne ne veut la guerre, mais ce n'est en rien une raison pour laisser nos valeurs être piétinées par Vladimir Poutine qui ne cesse de vouloir s'approcher de nos frontières.

Une autre actualité du RMT est sa mobilisation dans le cadre de la mise en place du nouveau Service Militaire Volontaire. Je veux dire mon soutien à cette mesure qui va permettre aux jeunes volontaires de se former durant plusieurs mois aux enjeux de défense et à la manipulation de la force.

Comme toute stratégie militaire, c'est en nous préparant que nous dissuaderons nos adversaires de nous attaquer : *si Vis pacem, para bellum*. Plus nous serons préparés, moins nous serons en risque.

Au 21ème siècle, la guerre n'a pas toujours la forme que l'on pense. Elle est hybride. Elle se joue dans les tranchées ukrainiennes. Elle se joue aussi dans une bataille d'influence et d'opinion sur internet qui est devenu un nouvel espace d'affrontement.

Oui, notre société est attaquée tous les jours par des forces étrangères, notamment la Russie, par la diffusion ou l'amplification de fausses informations. En appuyant là où ça fait mal, sur les fractures de notre société, pour la disloquer.

Vous avez en tête la polémique sur les punaises de lit à Paris ? Elle pourrait prêter à rire si ce n'était pas une opération de déstabilisation de la Russie.

Quelques mois plus tard, c'est une opération visant à cliver notre société sur la question de l'antisémitisme qui a frappé la France : les fameuses mains rouges peintes sur des murs.

Tout cela met en place des réflexes, des réseaux. Et puis, sur le lit d'un rejet massif d'Emmanuel Macron, que je partage, ce réseau d'opinion patiemment constitué est en réalité mobilisé pour attaquer la République en son cœur. Ainsi chacune des prises de position militaires du Président de la République devient enjeu à polémique stérile. Le premier responsable est bien le Président de la République lui-même. Qui manque de prudence. Qui manque de clairvoyance et de conscience du niveau de détestation légitime qu'il suscite chez les français. Mais je tiens aussi à dire que lorsqu'il engage la France à projeter des forces de maintien de la paix en Ukraine lorsque le conflit sera terminé, il n'est pas "*va t en guerre*" il ne fait que reproduire la tradition militaire française qui a toujours contribué aux missions internationales de maintien de la paix.

Cette guerre hybride déstabilise nos frontières. Elle fragilise aussi notre résilience économique. Et cela a des effets très proches de nous. On la retrouve ainsi dans le financement indirect de la désinformation autour d'enjeux stratégiques comme le nucléaire. Cette guerre est perverse : elle a des formes crédibles et parfois même l'habit d'une apparente neutralité.

Il en est ainsi de la fameuse CRIIRAD. La Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité. Derrière ce beau nom se cache une mobilisation politique anti nucléaire qui pourrait être légitime si elle n'était pas devenue un moyen de production de fausses informations à des fins de manipulation de masse.

Pourquoi est-ce que je vous parle de cela ?

Parce que cette association militante qui engrange le soutien de tous ceux qui veulent affaiblir la France vient de produire un document concentré de fausses informations sur le projet de Technocentre à Fessenheim.

Voyez, cette guerre informationnelle n'est pas théorique. C'est une guerre réelle qui vient agiter nos peurs pour nous désarmer.

Face à ces opérations qui se multiplient, nous devons nous défendre fermement. Mais nous tombons parfois dans le luxe de continuer à nous préoccuper de l'accessoire plutôt que de l'essentiel.

Sur Fessenheim je ne peux donc que regretter que le président de la Collectivité européenne d'Alsace ait décidé de me retirer - pour des raisons personnelles - la présidence de la Commission Locale d'Information et de Surveillance et cela au pire moment. Par crainte politique, le voilà qui met en danger la procédure d'adoption du décret de démantèlement essentiel à la poursuite de l'activité sur le site. Et ce démantèlement à Fessenheim n'est pas anodin, car il permet de démontrer, qu'en France, nous savons gérer toutes les étapes de la vie d'une centrale nucléaire en tenant les coûts et les délais.

Il est d'ailleurs à noter que, depuis 1974, quelle que soit la couleur politique, c'est la première fois que le député élu de Fessenheim ne siège plus à la CLIS.

Je tiens néanmoins à vous affirmer que mon engagement pour la reconversion du territoire de Fessenheim reste inchangé tout comme mon attention au suivi du bon déroulement du démantèlement de la centrale. J'étais ainsi, la semaine dernière en visite sur le site, accompagné du général de gendarmerie commandant le Commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire. Je me rendrai également, au cours de l'année en Suède, à Nichopping, où EDF inaugurera une usine semblable au projet de Technocentre à Fessenheim. Ce déplacement me permettra de bien comprendre le projet, vous le partager et mieux le défendre face à des opposants toujours moins honnêtes !

Dans ce monde de plus en plus instable, où les impérialismes renaissent, nous devons défendre notre idéal démocratique. Pour cela nous ne sommes pas seuls. L'Europe est notre principal atout.

Elle constitue une communauté de destin évidente. Si nous ne parlons pas tous la même langue, si nous n'avons pas toujours la même approche de tous les sujets, nous partageons néanmoins le même attachement à la dignité des Hommes et à la démocratie. Ce n'est pas un détail : c'est l'essentiel !

Mais nous devons mieux apprendre à nous connaître.

En 1984, l'Europe n'est pas encore élargie à l'Est. Kundera, écrivain Tchécoslovaque, dans *"L'insupportable légèreté de l'être"* nous donne une leçon, qu'en tant qu'alsaciens, dotés d'une double culture, nous devons diffuser au quotidien dans les institutions.

La langue détermine notre perception du réel. Il prend cet exemple :

La compassion française est un partage de la souffrance
Le "mitgefühl" allemand c'est ressentir avec.

La traduction n'emporte pas la même perception de la réalité. Chaque langue pousse une philosophie du lien, une façon de décrire le réel, une manière de comprendre la vie qui est différente. C'est une vraie richesse pour l'Europe, si tant est que nous fassions l'effort de nous comprendre et de voir ce qui nous rassemble.

Ce n'est pas un plaidoyer naïf. Nos différences d'approches nous donnent du fil à retordre. Personne n'a jamais dit que cela était simple de se mettre d'accord quand on a des intérêts différents et que nos institutions ne sont plus adaptées à une prise de décision à 27.

Pour autant, l'évolution du monde nous offre une opportunité. Nos intérêts nationaux convergent. Et, ne boudons pas notre plaisir, ils convergent sur la vision française. Celle de l'autonomie stratégique, de la liberté permanente de décision, de la souveraineté.

La souveraineté. Ce concept, longtemps honni, caricaturé et rejeté comme une vision passéiste est redevenu à la mode. Mais comme toutes les modes, il faut se méfier de ses nouveaux adeptes. La souveraineté ce n'est ni un repli sur soi, ni un nouveau nationalisme, ni même une réduction de nos échanges.

Être souverain, c'est préserver notre capacité à décider librement en tout moment. C'est donc évaluer nos dépendances, les choisir, les limiter à ce qui n'est pas essentiel. Mais l'autonomie de décision, ce n'est pas l'autarcie.

Je veux dire aussi que dans cette bataille pour reprendre en main notre souveraineté, l'Europe est une opportunité.

Le monde nous envie. Ne l'oublions pas. Nous avons un des plus gros marchés intérieurs avec un niveau de développement bien plus homogène que tous les autres marchés mondiaux. Mobilisons le. Posons des règles qui avantagent les entreprises européennes, et emmenons le monde avec nous vers plus de liberté et de dignité.

Encore une fois, ce n'est pas un propos naïf. C'est une vision stratégique ambitieuse et exigeante. Le General De Gaulle lui-même a bien considéré qu'il relevait de la souveraineté que de choisir de dépendre de nos voisins immédiats avec qui nous partageons l'intérêt de la paix plutôt que de puissances à l'autre bout de la planète.

Cette vision nécessite néanmoins d'être lucide sur la situation du pays.

Et s'il est un constat évident, c'est que nous sommes divisés.

J'ai une conviction profonde, la composition de l'Assemblée nationale n'est pas la cause de l'éclatement de notre nation, elle en est la conséquence. C'est notre capacité globale à nous rassembler, à essayer de construire ensemble qui est affaiblie, pas seulement l'hémicycle du palais bourbon.

Vous le constatez certainement autour de vous. Dans les entreprises, dans les familles, même dans les associations il est parfois devenu de plus en plus difficile de s'entendre, de se supporter et de se projeter.

Cette situation découle d'un environnement toujours plus rapide, sans filtre et horizontal. Toutes les pensées se vaudraient aujourd'hui et l'avis qui, il y a 30 ans encore, était exprimé au comptoir du PMU sans jamais produire aucun effet est aujourd'hui formulé sur facebook. Le miracle des algorithmes fait alors son œuvre, créant des rencontres et des chambres d'échos. Enfermant les pensées les unes à côté des autres. Enfermant les gens dans leurs certitudes. Parfois même dans leur bêtise.

Certains ont bien compris qu'il y a une opportunité dans tous les maux. Il en est ainsi des partis populistes. Pas populaires, populistes. Ceux qui jouent sur ces peurs qui s'amplifient par l'échos d'échanges virtuels. Ceux qui attisent les feux qui couvent. Cela dans un seul but : accéder au pouvoir.

Ces pyromanes des temps modernes ont deux noms en France : Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Alors je veux être très claire aujourd'hui. Je ne me suis pas engagé en politique pour attiser les haines, pour diviser ou pour dénoncer sans proposer.

Je me suis engagé en politique pour améliorer le quotidien, défendre des valeurs, changer la vie ! Je ne transigerai jamais avec mes valeurs fondamentales.

Il me revient là, cette scène qu'Albert Camus décrit dans son roman autobiographique "Le premier homme". Il fait dire à son père, confronté à la barbarie de la guerre, ces mots si puissants : "un homme, ça s'empêche".

Cela ne signifie pas ne pas agir, mais retenir ses instincts, ses bas instincts. Ne pas basculer dans la violence. Agir avec réflexion et sens.

Voilà une ambition élevée en cette époque d'instabilité parlementaire.

Parce que la politique c'est la confrontation de l'idéal et du réel. Cette semaine a été, encore une fois, une incarnation évidente de cette difficulté.

Après près de 4 mois de discussions, de débats, de conciliabules et de vote, le premier ministre a engagé la responsabilité de son gouvernement devant l'assemblée nationale pour permettre l'adoption d'un budget.

Il n'a pas été censuré. S'il reste quelques étapes avant que nous puissions définitivement dire que la France est dotée d'un budget pour 2026, c'est essentiellement formel.

Alors que penser de cette situation ?

Je le dis clairement, elle ne me satisfait pas.

Beaucoup de choses ont été démontrées dans ce périple pour l'adoption du budget.

D'abord que le parlement n'est pas mature. Il n'est pas prêt à exercer la responsabilité que la constitution lui confie. Le parlement dans son entièreté ! Aussi bien l'assemblée nationale et la radicalité de principe qui s'est installée dans ses débats que le Sénat qui fait mine d'ignorer la situation politique.

Ensuite que le principe même du compromis est difficilement digeste dans le débat public. Tout, dans cette société du commentaire permanent et en direct, est fait pour cliver. Il nous faut absolument retrouver le calme nécessaire à l'exercice démocratique. Cela passera aussi par des modifications des règles de fonctionnement à l'assemblée nationale. La

transparence de nos débats s'est transformée en voyeurisme pervers ou tout est commenté instantanément sans jamais aucun recul.

Enfin que le moindre effort, malgré la crise géopolitique dont nous avons déjà parlé, est devenu indigeste. Pourtant nous n'y échapperons pas. Nous devons considérablement réduire la dépense publique. Dans une France à la démographie morose, à la croissance atone et reléguée sur le plan de la compétitivité, il nous faudra une cure d'amincissement massive. Ça ne sera pas ou les dépenses sociales, ou les dépenses économiques, ou le poids de la bureaucratie, ou les dotations des collectivités. Ça sera ET ! (*Reprendre l'énumération*)

Alors si rien ne me satisfait pleinement dans ce budget, qui clairement ne fait pas assez d'effort sur les dépenses et accroît encore la pression fiscale, je veux néanmoins vous dire mon soulagement.

Nous allons avoir un budget.

C'est insatisfaisant, mais à date, en attendant 2027, mieux vaut un mauvais budget qu'une absence de budget dont l'effet conduirait à détruire encore plus de valeur. La croissance, et donc notre capacité à agir pour la solidarité, pour l'aménagement du territoire et pour le développement de notre niveau de vie est avant tout une affaire de confiance. Avoir un budget, c'est préserver cette confiance.

Realpolitik, aurait dit Bismarck !

Cette étape du budget désormais passée, nous voilà entrés dans un moment démocratique important : celui des élections municipales.

Je tiens d'abord à remercier toutes celles et tous ceux qui, ces six dernières années, ont consacré une part substantielle de leur temps au service de nos communes. Que vous soyez conseillers municipaux, adjoints ou maires, je vous adresse toute ma reconnaissance. Dans ce moment si instable, c'est la force de votre engagement qui nous permet de tenir ensemble. D'être encore une société et d'entretenir la flamme de la nation. Merci à vous, tous !

Le 15 mars, et dans certaines communes aussi le 22, vous choisirez vos nouveaux conseils municipaux qui éliront vos nouveaux maires. Cette année, le mode de scrutin a changé dans les communes de moins de 1000 habitants et il faut désormais présenter des listes complètes et composées alternativement d'une femme et d'un homme.

Je veux saluer ce qui représente une vraie avancée pour la place des femmes en politique et dans l'exercice de responsabilités. Notre société change de ce point de vue. En profondeur. Notre message aux femmes d'Iran n'est pas seulement théorique, il est concret !

Mais cette avancée appellera, je le souhaite, encore d'autres évolutions. Notre société a beaucoup changé. La nature de l'ancrage local, de l'enracinement, de la notabilité villageoise ont été profondément bousculés par l'accélération du temps à notre époque. Je n'arrive pas à me satisfaire pleinement de la succession de réformes du mode de scrutin

municipal réduisant la liberté donnée à l'électeur et obligeant les candidats à une technicité toujours plus complexe de leur démarche démocratique.

Je salue donc cette belle avancée de la parité et je ne doute pas que nous débattons, dans les années qui viennent, de la place du pluralisme à l'échelon local.

Nous disposons donc d'un budget, ou presque ; dans quelques semaines se tiendront les élections municipales et communautaires ; mais cela ne correspond qu'au programme du premier trimestre de 2026.

Pour autant, je n'ai pas de boule de cristal. L'incertitude dans laquelle le pays est plongé depuis la dissolution de l'assemblée nationale de 2024 ne va pas se résoudre avant les prochaines élections présidentielles. Même si la campagne sera longue, il reste aussi un long temps pendant lequel il va falloir gérer au mieux les affaires du pays et éviter d'être pleinement déstabilisé.

L'ère Macron est bientôt derrière nous. C'est heureux. Mais il est encore là, il irrite, il agace et tout ce qu'il touche devient radioactif. Pour le bien du pays il faudra donc que nous sachions faire abstraction de son insupportable narcissisme pour essayer de voir l'essentiel.

C'est en ce sens que j'ai accepté la mission que m'a confiée le premier Ministre Sébastien Lecornu.

Durant 6 mois, je suis chargé, auprès du gouvernement, d'identifier et de lever les freins à l'électrification de l'industrie. Cette mission est très opérationnelle. Elle s'inscrit dans la droite ligne de mon travail parlementaire visant à repositionner la souveraineté de notre nation au cœur de nos préoccupations en renouant avec la production.

Ce sujet, sur lequel j'appelle l'attention du gouvernement depuis de nombreux mois, est devenu une urgence.

D'abord d'un point de vue de notre stratégie énergétique. Alors que nous nous chamaillons depuis des mois pour savoir s'il faut construire des centrales nucléaires ou des énergies renouvelables, nous avons totalement ignoré les enjeux de consommation. Si nous produisons plus d'électricité, alors il faut en consommer davantage.

Or la consommation stagne, et ce n'est pas une affaire de prix. L'électricité française est la moins chère d'Europe. L'électricité française est moins chère et en plus beaucoup plus fiable que celle des États Unis.

En France, consommer de l'électricité, cela signifie aussi décarboner notre économie. Oui, les sujets environnementaux sont aujourd'hui moins prégnants dans le débat politique. La vision punitive que les écologistes et la gauche ont porté de l'écologie fait aujourd'hui reculer cette préoccupation.

Pourtant, quand on vient d'Alsace, quand on est attaché à son terroir, quand on veut transmettre aux générations futures une planète habitable et des terres arables, on ne peut pas fermer les yeux sur les températures qui montent et la nature qui souffre.

Décarboner notre économie est un excellent moyen de poursuivre deux combats qui me sont chers : l'élévation de notre niveau de vie et la préservation de notre environnement.

C'est donc tout naturellement que j'ai accepté cette mission gouvernementale et que j'y consacrerai toute mon énergie et le plus grand sérieux dans les 6 prochains mois.

Ce travail s'inscrit donc pleinement dans l'engagement que j'ai pris auprès de vous à l'occasion des élections législatives de 2024 : tout faire pour essayer de redresser le pays tout en préparant de façon exigeante les élections présidentielles et notamment les propositions sérieuses qui doivent l'accompagner.

Vous connaissez mon exigence, ma capacité de travail et mon engagement. Ce ne sont pas forcément les qualités les plus à la mode dans notre époque où paraître est plus important qu'être, mais c'est ma personnalité, je n'en changerai pas.

Cette exigence, quoi qu'il m'en coûte, je continuerai de la mettre au service de l'Alsace.

En 2021, avec Annick Lutenbacher, nous avons été élus conseillers d'Alsace de la vallée de la Thur, avec un mandat clair : débloquent les freins au développement de notre vallée et construire une Alsace rayonnante et exemplaire. C'est ce mandat que je ne cesse de mettre en œuvre.

Quand on ne cède rien sur l'ambition que doivent porter nos politiques publiques, parfois ça crispe. Eh oui, sur de nombreux dossiers, le laisser aller et le défaitisme qui se sont installés ne me satisfont pas.

Lorsqu'il y a un problème, ma méthode ne consiste pas à dire d'abord que c'est la faute des autres mais à essayer d'identifier les moyens à ma disposition pour le régler. Et cette méthode tranche un peu, beaucoup, peut-être trop, avec celle du président Bierry et de son exécutif.

Alors que nous devons construire des politiques à l'échelle de l'Alsace, pour faire rayonner et avancer notre belle région, je ne me satisfais pas de reproduire des politiques bas-rhinoises datées juste par habitude. Je bouscule. Je demande à ce que nous posions d'abord des objectifs, que nous prenions des décisions en conséquence, puis que nous évaluions si nos choix produisent les résultats escomptés.

J'espère que vous trouvez cela normal !

Eh bien si c'est le cas pour vous, ce n'est pas forcément le cas du président de la collectivité européenne d'Alsace qui préfère finalement trouver des responsables extérieurs et reproduire simplement des erreurs passées en y trouvant le réconfort de l'habitude.

Cette différence d'approche a conduit à ce que nos échanges se compliquent. Rien de grave dans l'absolu. Pas besoin d'avoir envie de boire une bière ensemble pour travailler au service de l'Alsace. Mais mon inadaptation aux habitudes de cour ont fini par me rendre indésirable.

Ainsi, à l'occasion du budget pour 2025 de la CeA, sur un vote qui ne me convenait pas, je suis simplement sorti de la salle, tenu par la solidarité, dans une logique de groupe majoritaire. Je n'ai donc ni approuvé un choix qui ne me convenait pas, ni fait apparaître une division inutile. Avec un peu de recul, je ne suis pas fier de ce choix. J'aurai du rester dans la salle et voter contre.

Ce choix me semblait relever de l'élégance vis-à-vis de Frédéric Bierry et de ses vice-présidents. Mais ceux-ci ne l'ont pas entendu de la même façon.

S'en est suivie une convocation dans le bureau du président de la collectivité alors accompagné du président du groupe majoritaire. Je pensais l'incident clos. Tout de même... Il ne s'agissait que d'une affaire que personne d'autre que les deux personnes qui m'ont convoquée n'avait relevée ! Que nenni. Certains sont rancuniers face au désaccord politique.

Sans que je m'en rende compte, j'étais alors placé sous surveillance.

4 mois plus tard, me revoilà convoqué. Cette fois pour un entretien auquel assiste la Vice Présidente plus ou moins chargée de ma délégation culturelle : Pascale Schmidiger, également maire de Saint-Louis. Ce qu'on me reproche ? Des propos tenus devant l'assemblée générale, rassemblant une vingtaine de personnes, du Conseil Départemental pour la Musique et la Culture que je préside.

Le CDMC est une association qui œuvre pour le développement de la musique amateur dans le Haut-Rhin depuis les années 60. J'en suis très fier.

En assemblée générale j'avais alors dit, je cite « si le CDMC a survécu en 2015 c'est grâce à moi, je m'engage à ce qu'il ne disparaisse pas en 2025 à cause de moi ».

Deux fonctionnaires de la collectivité étaient en effet présents ce soir-là pour tout noter au mot près, et en faire part au Président. J'étais sous surveillance maximale. J'ai été naïf, je n'imaginais pas à quel point chacun de mes faits et gestes était épié.

Au point qu'en novembre dernier, alors que je tenais une conversation à table, à l'occasion du dîner que j'organise tous les ans à Paris pour les élus de la circonscription en marge du congrès des maires, je n'ai pas remarqué que j'étais sur écoute.

C'est ainsi que la conversation que j'ai eu, notamment, avec ma suppléante et la collaboratrice du groupe majoritaire qu'elle m'a demandé d'inviter, a été rapportée mots pour mots au président de la collectivité alsacienne.

Cette conversation, qui pour moi n'avait aucune forme d'importance, a ensuite été dévoilée à la presse par la directrice de cabinet du président, objet de ces échanges. Je n'ai aucune preuve que les propos qu'on me prête ont réellement été tenus. Mais ils sont dans le journal.

La vérité ne compte pas, c'est devenu la réalité.

Ils ne sont pas très élégants ces propos. C'est le moins que l'on puisse dire. Je m'en suis publiquement excusé. J'ai ensuite été, pour cela, exclu de la majorité et ai fait l'objet d'un vote de retrait de délégation en séance publique.

Je me suis donc fait deux promesses à l'issue de cette épreuve.

La première, c'est de ne jamais sombrer dans la petitesse des méthodes qu'on m'a appliquées et de préserver l'exigence comme matrice de mon engagement politique. L'Alsace mérite mieux que de petites querelles de pouvoir. L'Alsace mérite qu'on mette toute l'intelligence disponible à son service. Qu'on se questionne toujours. Qu'on essaye toujours de faire mieux. Qu'on ne se satisfasse jamais d'un seul succès. L'Alsace mérite la démocratie et qu'on tolère la différence. L'Alsace mérite le débat.

La seconde, c'est d'être toujours précis et argumenté dans mes critiques. Non, on ne critique pas les personnes pour ce qu'elles sont, mais dans le débat public on est habilité à en critiquer les choix et les méthodes.

Alors je regrette que la CeA soit devenue une administration incapable de décider.

Je regrette qu'un quarteron de cadres dirige cette collectivité avec pour seule préoccupation de se maintenir au pouvoir, oubliant l'intérêt général.

Voilà 5 ans que. Cette collectivité est née et elle a déjà connu 4 directeurs général des services. Dans cette instabilité manifeste, une personne n'a cependant jamais changé de poste depuis 8 ans, et la loi interdisant les emplois familiaux sur les postes de collaborateur politique : la directrice de cabinet.

Qu'on se le dise, le poste de directeur de cabinet dans une telle collectivité est un poste de pouvoir. La directrice de cabinet a plus de pouvoir de décision et d'influence que n'importe lequel des conseillers d'Alsace élus. Permettez moi de penser que, lorsque rien ne va, la seule personne en place depuis 8 ans sans discontinuité n'est pas totalement irresponsable du désordre.

Être roi est idiot : ce qui compte, c'est de faire un royaume

André Malraux
La voie royale
1930

Ce royaume, au-delà du désintéressement et de l'engagement, ne se construira que par la curiosité, la découverte et la connaissance.

Si l'on veut bâtir quelque chose qui tienne, on doit aller voir ailleurs. Sortir de notre cadre.

Se confronter à d'autres modèles, d'autres manières de faire, d'autres façons de penser parfois plus efficaces, parfois plus audacieuses, parfois simplement inspirantes.

Etre curieux, comparer, c'est accepter d'être surpris et parfois même d'être contredit.

Mais c'est précisément là que quelque chose se construit : quand on se frotte à ce qui ne nous ressemble pas.

De façon très concrète, c'est ce que je m'efforce de faire au quotidien et sur le terrain. C'est cette curiosité, cette soif de connaissance et de découverte qui inspirent une grande partie de mon action.

Il en est ainsi du projet de dénivellation du passage à niveau de Thann qui vise non pas seulement à défendre une infrastructure stratégique, justement calibrée dans ses fonctions et bien dimensionnée dans son ampleur. Ce projet a pour ambition de changer Thann et avec elle toute la vallée. De rendre à Thann une attractivité dans le territoire, de valoriser son centre ville et de renouer avec ses fonctions administratives historiques afin de redonner de l'attractivité à toute la vallée.

Ce projet avance concrètement. Il est la seule infrastructure routière inscrite au contrat de plan état région pour tout le Grand Est et 2025 a été l'année du lancement des études d'avant projet. Nous devons pouvoir soumettre la déclaration d'utilité publique à l'enquête d'ici 1 an.

C'est aussi cette soif de solutions pragmatiques et répondant à des objectifs clairs qui m'a poussé à proposer le raccordement de l'euroairport de Bâle Mulhouse à la voie ferrée par la construction d'un téléphérique. Il n'est plus l'heure d'une longue argumentation technique, mais ce projet est bien plus crédible qu'un support de caricature. Léger, économe, rapide à mettre en œuvre et répondant parfaitement à la nécessité de relier de façon directe l'aéroport à la gare ferroviaire.

Vous l'aurez constaté. La longueur de mon propos est une preuve incontestable de ma détermination dans mon engagement.

Alors je veux conclure avec une idée simple, une idée forte, une idée qui doit nous guider en 2026.

Dans les moments où l'on doute, où l'on se demande où est le sens, revenons à l'essentiel.

Et l'essentiel, je le trouve dans cette phrase d'André Malraux, que je veux vous laisser comme boussole pour 2026 :

« Être roi est idiot : ce qui compte, c'est de faire un royaume. »

Être roi, c'est l'image. C'est le statut. C'est la place. C'est l'apparence.

Faire un royaume, c'est une discipline.

C'est la construction patiente d'une société qui tient debout.

Faire un royaume, aujourd'hui, demande des sacrifices. Et la liberté a, aussi, un coût énorme. Je l'éprouve.

Ma place de Député Non-inscrit, n'est pas un choix de facilité. C'est le choix de la liberté. Et la liberté, dans notre époque, se paie cher : en solitude, en attaques, en incompréhensions, parfois en fatigue.

Mais je préfère ce prix-là à un autre : celui du renoncement.

Dans ce monde instable et dans cette France fracturée, il y a une chose que je n'oublierai jamais : je suis alsacien.

Je suis déterminé, parfois tête, toujours là pour vous servir.

Si je voyage à travers l'Alsace, la France, le monde, c'est pour mieux vous écouter. Je me nourris de tout. Je m'instruis de tout. Je confronte mes idées au réel.

Je fais partie de ces députés qui se déplacent le plus. Sur le terrain, dans la circonscription, bien sûr. Mais aussi au-delà : dans les industries, dans nos outre-mer, à l'étranger, là où le monde bascule et là où se décide notre avenir.

Parce que les grandes découvertes et les bonnes décisions sont le fruit de la curiosité, du mouvement, du travail.

Et c'est aussi pour ça que je n'ai pas peur de défendre mes convictions.

D'abord parce que je les connais. Ensuite parce que je m'y tiens.

Si j'ai choisi André Malraux pour illustrer mes Voeux c'est qu'il partageait cette curiosité infinie et ce goût du travail.

Malraux, c'est aussi la voix du discours pour la panthéonisation de Jean Moulin : la voix de l'honneur, la voix de la résistance, la voix de ceux qui ont compris qu'il y a des moments où l'on ne choisit pas le confort, mais le devoir.

En 2026, je nous souhaite une année d'enracinement.

Un enracinement solide. Celui qui permet de tenir dans la tempête. Celui qui permet d'agir sans trembler. Celui qui permet d'avancer sans se perdre.

Je nous souhaite une année de courage calme et d'unité dans l'essentiel. Une année où l'on arrête de chercher des rois... et où l'on se remet sérieusement à construire.

Et que partout où des peuples se battent pour leur liberté — en Iran, en Ukraine, ou ailleurs — ils puissent encore regarder vers nous et se dire : la France n'a pas renoncé.

Bonne année 2026.

Et plus que jamais : Zan, Zendegi, Âzâdi.